



## MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Procédure formalisée au sens des articles L. 2124-1 et suivants, R.2124-1, R.2124-2 1°, R.2161-2 à R.2161-11 du Code de la commande publique, passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande au titre des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Appel d'offres ouvert

(Articles R 2161-1 à R 2161-5 du décret n° 2018-1075)

**Marché fourniture, pose, vérification, maintenance des moyens de lutte contre l'incendie, SSI, alarmes incendie et déclencheurs manuels, défibrillateurs du CROUS de Rennes- Bretagne**

Le présent cahier des charges comporte 47 pages, hors annexes.

# 1 LOTS

---

## LOT 1

Fourniture, pose, vérification et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie

1. Vérification et maintenance des extincteurs
2. Vérification et maintenance des robinets d'incendie armés
3. Vérification et maintenance des systèmes de désenfumage
4. Vérification et maintenance des colonnes sèches
5. Vérification et maintenance des hydrants privés
6. Fourniture, pose, vérification et maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES)
7. Installation de nouveaux moyens de secours
8. Audit d'entrée
9. Modalités d'exécution et passation des commandes
10. Clauses complémentaires

## LOT 2

Vérification et maintenance des SSI, alarmes incendie et déclencheurs manuels

1. Objet
2. Inventaire
3. Périodicité
4. Maintenance préventive
5. Maintenance corrective urgente
6. Maintenance corrective non urgente
7. Rapports de vérification et de maintenance
8. Registre de sécurité
9. Audit d'entrée
10. Modalités d'exécution et de passation des commandes
11. Clauses complémentaires

## LOT 3

Fourniture, pose, vérification et maintenance des défibrillateurs (DAE)

1. Objet
2. Inventaire
3. Périodicité
4. Maintenance préventive
5. Maintenance corrective urgente
6. Maintenance corrective non urgente
7. Rapports de vérification et de maintenance
8. Fourniture et pose
9. Registre de sécurité
10. Audit d'entrée
11. Modalités d'exécution et de passation des commandes
12. Clauses complémentaires

## LOT 4

Vérification et maintenance des systèmes d'extinction automatique des feux de friteuse

1. Objet
2. Prestations
3. Périodicité et délais d'exécution
4. Modalités d'exécution et de passation des commandes

## 2 DISPOSITIONS GENERALES

---

### 2.1 OBJET

Le présent cahier des clauses techniques particulières fixe les modalités techniques de fourniture, pose, vérification et maintenance des moyens de secours des établissements appartenant ou gérés par le CROUS (cf. Annexe 1).

Il s'agit d'un marché passé pour une période d'un an renouvelable 3 fois.

Chaque lot sera attribué à un titulaire unique pour l'ensemble des établissements.

Une même entreprise peut se porter candidate à l'attribution de plusieurs lots.

#### **Lot 1 : Fourniture, pose, vérification et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie**

- Vérification, maintenance préventive et corrective des extincteurs
- Vérification, maintenance préventive et corrective des robinets d'incendie armés (R.I.A)
- Vérification, maintenance préventive et corrective des systèmes de désenfumage
- Vérification, maintenance préventive et corrective des colonnes sèches
- Vérification, maintenance préventive et corrective des hydrants privés
- Fourniture, pose, vérification et maintenance préventive et corrective des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES)

Il fixe également les modalités d'installation de nouveaux moyens de secours (extincteurs, consignes de sécurité, plan d'intervention, plan d'évacuation)

#### **Lot 2 : Vérification et maintenance des SSI, alarmes incendie et déclencheurs manuels**

- Vérification, maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie
- Vérification, maintenance préventive et corrective des alarmes incendie
- Vérification, maintenance préventive et corrective des Déclencheurs Manuels (DM)

#### **Lot 3 : Fourniture, pose, vérification et maintenance des défibrillateurs (DAE)**

- Fourniture, pose, vérification et maintenance préventive et corrective des défibrillateurs (DAE)

#### **Lot 4 : Vérification et maintenance des systèmes d'extinction automatique des feux de friteuse**

- Vérification et maintenance des systèmes d'extinction automatique des feux de friteuse

## 2.2 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

L'ensemble des prestations sera réalisé dans les règles de l'art conformément aux textes en vigueur notamment :

- a. L'ensemble des normes NF, EN en vigueur
- b. Code du travail
- c. Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité incendie dans les établissements recevant du public (ERP)

## 2.3 ORGANISATION GENERALE DES PRESTATIONS

Les prestations étant réalisées dans les établissements recevant du public et des travailleurs, le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité pendant l'exécution de ces prestations.

Le titulaire devra assurer seul la police de son chantier.

Le titulaire devra mettre tout en œuvre afin de protéger les ouvrages existants.

Le titulaire laissera le chantier propre et libre de tous déchets ou produits dangereux après l'exécution de ses prestations et à chaque fin de journée.

Toutes pièces non utilisables ou déchets doivent être traités selon la réglementation en vigueur et dans le respect de l'environnement.

Le titulaire prendra à sa charge toutes les mesures de protections de travail en hauteur pour son personnel. Les mesures de protection collectives seront alors privilégiées. Les nacelles seront en adéquation avec le revêtement du sol et la charge maximale admissible du plancher.

Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en raison de la gêne que lui causerait la présence, aux abords ou dans l'emprise de son chantier, de chantiers organisés pour d'autres travaux.

Lors des interventions dans les restaurants universitaires, cités universitaires et bâtiments administratifs, le contrôleur technique sera tenu de suivre les règlements intérieurs notamment en matière d'hygiène.

## 2.4 RESPONSABILITES

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages :

- causés directement ou indirectement pendant ses interventions :
  - À son personnel, au personnel du CROUS de Rennes-Bretagne ou à des tiers.
  - À ses biens, aux biens appartenant à l'établissement public ou à des tiers.
- causés par la carence des installations imputable à la maintenance et se produisant en dehors de ses interventions.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous réserve de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher. De même, sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous réserve de preuves apportées par celui-ci, les dommages causés dans le cas de force majeure (foudre, etc.).

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsque la preuve établie démontre qu'il a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait du pouvoir adjudicateur ou de son représentant désigné, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vols, sinistres, etc.).

**NB** : On entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de l'installation faisant l'objet du présent marché.

#### Assurances

Le titulaire du marché doit, à la constitution du dossier, puis ultérieurement lors de la reconduction de celui-ci, justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du marché, ou causés par la carence des installations dont il effectue la maintenance.

## **2.5 CALENDRIER D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations de vérification et de maintenance préventive des extincteurs, alarme incendie, DM, RIA, des systèmes de désenfumage, colonnes sèches, hydrants, BEAS seront réalisées une fois par an.

Ces prestations seront organisées en tenant compte des contraintes d'exploitation et de sécurité propre à chaque établissement et à chaque équipement.

## **2.6 CORRESPONDANT TECHNIQUE**

Le titulaire du marché et le CROUS nommeront un interlocuteur unique pour coordonner l'ensemble du marché.

## **3 LOT 1 FOURNITURE, POSE, VERIFICATION ET MAINTENANCE DES MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

---

### **3.1 VERIFICATION ET MAINTENANCE DES EXTINCTEURS**

#### **3.1.1 Objet**

Le présent chapitre fixe les modalités techniques de vérification et de maintenance préventive et corrective des extincteurs situés dans les bâtiments appartenant ou gérés par le CROUS.

#### **3.1.2 Prestations relatives aux extincteurs**

Il est conseillé aux candidats d'assurer une visite des établissements appartenant ou gérés par le Crous afin de prendre connaissance des équipements avant de répondre à l'appel d'offres.

Le parc d'extincteurs inclut des appareils pouvant provenir de différents fournisseurs et de différentes marques. Le titulaire est réputé posséder les connaissances et compétences nécessaires pour en assurer la maintenance. Il ne pourra donc opposer une quelconque méconnaissance technique ou fonctionnelle des installations pour se soustraire à ses obligations.

Le parc d'extincteurs et autres matériels pourra être modifié en raison des ouvertures, fermetures et transformations de locaux. Le titulaire devra assurer l'entretien et la maintenance de l'ensemble des nouveaux extincteurs, y compris dans les nouveaux bâtiments.

#### **3.1.3 Périodicité**

La vérification et la maintenance préventive des extincteurs seront effectuées une fois par an.

Les vérifications réglementaires devront avoir lieu avant la date limite afin de maintenir le niveau de sécurité des établissements. Les prestations seront réalisées après réception d'un bon de commande.

A son arrivée, le titulaire devra se présenter à l'accueil et signer le registre avec l'heure d'arrivée et de départ. Il pourra être accompagné lors de son intervention d'un personnel du Crous.

#### **3.1.4 Vérification et maintenance préventive des extincteurs**

Le titulaire assurera ces prestations de vérification et de maintenance préventive afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement des extincteurs conformément à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur.

Lors d'une maintenance en atelier, le titulaire mettra temporairement, et à sa charge, un extincteur identique sur site.

D'autre part, lors de la maintenance préventive, le titulaire devra procéder au remplacement des petites pièces permettant un fonctionnement correct du dispositif. La prestation sera régularisée par un bon de commande suivant le catalogue demandé en 1.10.

Le titulaire s'assurera de remplacer les pièces existantes par des pièces identiques. Le remplacement des charges doit être effectué avec des produits identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des extincteurs.

Le titulaire prend en charge les fournitures suivantes :

- Les fournitures de plombage
- Les fournitures d'étiquetage
- Les produits de graissage
- Les goupilles
- Les joints de tête
- Les rondelles
- Les systèmes de fixation de l'appareil

Pour les travaux d'une certaine importance ou pour des travaux qui ne pourraient être évalués à partir des prix unitaires, le titulaire devra présenter un devis avant de réaliser toute prestation.

Aucun appareil ne pourra être remplacé par un matériel de qualité et de performance inférieure à ceux actuellement en place.

Le coût de la vérification et de la maintenance préventive des extincteurs comprend le coût de main d'œuvre et de déplacement.

Le titulaire sera chargé de vérifier que l'extincteur en place est adapté au risque encouru. Le titulaire aura une action préventive mais aussi un devoir de conseil, notamment sur le positionnement, le type d'extincteur.

Un recensement des appareils pourra être demandé.

Le titulaire assurera ces prestations de vérification et de maintenance préventive afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement des extincteurs conformément à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur et plus précisément la norme NF S61-919.

### **3.1.5 Maintenance corrective des extincteurs**

Suite à un sinistre, du vandalisme ou à du vol, les réparations sur les extincteurs seront effectuées dans un délai maximal de 72 heures à compter de la demande par téléphone ou mail.

Le titulaire devra avoir la capacité de prêter immédiatement des extincteurs pour maintenir le niveau de sécurité dans l'établissement.

Les conditions techniques de la maintenance préventive s'appliquent lors de la maintenance corrective.

Le coût de rechargement des extincteurs comprend la main-d'œuvre.



### **3.1.6 Prêts d'extincteurs pour manifestations**

Le titulaire s'engage à prêter tous types d'extincteurs lorsque le CROUS aura besoin de renforcer la protection incendie pour un événement particulier.

### **3.1.7 Rapport de vérification et de maintenance**

Le titulaire aura l'obligation de fournir un rapport de vérification et de maintenance par communes et par bâtiments après chaque passage annuel.

Pour chaque bâtiment, le rapport fera apparaître l'ensemble des actions effectuées avec le détail par extincteurs.

Les éventuels devis de maintenance corrective seront fournis en même temps que les rapports de vérification et de maintenance.

L'ensemble des rapports sera transmis dans un délai de 4 semaines maximum après l'exécution de la prestation.

Le titulaire réalisera une liste récapitulative des équipements qui devront l'année suivante subir une révision en atelier ou un remplacement.

### **3.1.8 Registre de sécurité**

Le titulaire remplira l'ensemble des registres de sécurité (date de passage, cachet de l'entreprise, nom et signature du technicien) qui sont placés sur sites.

### **3.1.9 Recensement du matériel**

Un recensement des différents appareils devra être réalisé.

Le titulaire transmettra au Crous une liste faisant apparaître pour chaque bâtiment :

- Le type
- La contenance
- L'année de mise en service
- L'emplacement

L'inventaire sera transmis sous format informatique.

### **3.1.10 Catalogue**

Les candidats joindront à leur offre un catalogue qui devra faire apparaître un panel de produits assez large pour satisfaire aux besoins du Crous de Rennes-Bretagne. Le catalogue indiquera la marque, le modèle, la référence, le prix unitaire HT et, le cas échéant, le rabais consenti pour chaque équipement.

Le catalogue intégrera notamment les équipements suivants (liste non exhaustive) :

➤ Extincteurs et BAES neufs :

Extincteurs à eau pulvérisée	Sans additif	6L, 9L
	Avec additif (TG, AFFF, écologique...)	6L, 9L
Extincteurs à poudre	Poudre BC	6, 9, 25, 50 kg
	Poudre ABC	2, 4, 6, 9, 25, 50 kg
	Poudre pour feux de métaux	9 kg
	Automatique à perche	9 kg
Extincteurs au dioxyde de carbone		2, 5 kg
Douches autonomes portatives		9L
Panneaux extincteurs	AB, ABC, feux électriques	120X120, 130X120, 150X120
BAES d'évacuation	LED	
BAES d'ambiance	LED	
BAES d'habitation	LED	

Pour les extincteurs, le catalogue indiquera également les différents types de recharge adaptables à chaque catégorie d'appareils, leur marque, leur prix unitaire HT et, le cas échéant, le rabais consenti au CROUS de Rennes- Bretagne.

➤ Principales pièces de rechange :

Adhésif maintenance additionnelle	Joint tromblon	Tête
Affichette de signalisation RIA	Lampe veille BAES	Treuil
Agent désinfectant BF 0,024L + Etiquette Bleue	Lampe secours BAES	Treuil CO2
Anneau de sécurité	Montage tuyau - lance	Tromblon
Bague longue container additif/protège sparklet	Pastille Témoin Percussion Ejectable	Tube plongeur

Charge lotion aseptisante 9L pour douche	Perche + diffuseur	Tube remontée à poudre
Collier	Percuteur extincteur	Tube répartiteur
Diffuseur DN 25	Plan d'évacuation	Tuyau + poignée + tromblon CO2 / 5 kg
Diffuseur DN 33	Plan d'intervention	Tuyau soufflet
Diffuseur fixe CO2 / 2 kg	Poignée de lance	Tuyaux DAN 25 RIA 20 m
Ecrou d'orientation	Poignée de tête	Tuyaux DAN 25 RIA 20 m avec diffuseur
Filtre conique	Rubis	Tuyaux DAN 25 RIA 30 m
Flexible	Scellé plastique	Tuyaux DAN 25 RIA 30 m avec diffuseur
Goupille	Soufflette eau	Tuyaux DAN 33 RIA 20 m
Information Classe de feu B Vinyle 100*40	Soufflette poudre	Tuyaux DAN 33 RIA 20 m avec diffuseur
Information ext. CO2 PVC SFace 150x200	Support d'extincteur	Tuyaux DAN 33 RIA 30 m
Joint de lance	Support mural standard	Tuyaux DAN 33 RIA 30 m avec diffuseur
Joint de tête	Support tuyau - lance	Consignes de sécurité
Joint torique obturateur NBR	Tamis	

## 3.2 VERIFICATION ET MAINTENANCE DES ROBINETS D'INCENDIE ARMES

### 3.2.1 Objet

Le présent chapitre fixe les modalités techniques de vérifications et de maintenance préventive et corrective des robinets d'incendie armés situés dans les bâtiments appartenant et gérés par le CROUS.

### 3.2.2 Inventaire

L'inventaire des moyens de secours par communes et par bâtiments est présenté en annexe 2.

Le titulaire du marché réalisera un inventaire lors de son premier passage et le transmettra au Crous sous format informatique.

### 3.2.3 Périodicité

La vérification et la maintenance préventive des RIA seront effectuées **une fois par an**.

Les vérifications réglementaires devront avoir lieu avant la date limite afin de maintenir le niveau de sécurité des établissements.

L'ensemble des prestations sera réalisé après réception d'un bon de commande.

### **3.2.4 Maintenance préventive**

Le titulaire assurera ces prestations de vérification et de maintenance préventive afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement des RIA conformément à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur.

Conformément aux règles APSAD, le titulaire réalisera le nettoyage et l'entretien de tous les réservoirs, soumettra les tuyaux à la pression maximale et changera tous les joints d'étanchéité du RIA, tous les 5 ans.

Puis, tous les 10 ans, le titulaire contrôlera l'état de corrosion interne des tuyauteries et rincera les canalisations avec des robinets de vidange.

D'autre part, lors de la maintenance préventive, le titulaire devra procéder au remplacement des petites pièces si nécessaire permettant un fonctionnement correct du dispositif. La prestation sera régularisée par un bon de commande suivant le catalogue demandé en 1.10.

Le titulaire s'assurera de remplacer les pièces existantes par des pièces identiques. Le titulaire prend à sa charge les fournitures courantes usagées, détériorées ou manquantes suivantes :

- Le plombage
- L'étiquetage
- La fourniture de produits de graissage, huiles...
- Les rondelles et toutes autres quincailleries

Le coût de la vérification et de la maintenance préventive des RIA comprend le coût de main d'œuvre et de déplacement.

Le titulaire exécutera toutes les opérations de petite maintenance corrective dont la nécessité aura été mise en évidence lors de ces contrôles et qui sont liées au fonctionnement ou vieillissement normal de l'installation.

Le titulaire assurera ces prestations de vérification et de maintenance préventive afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement des RIA conformément à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur et plus précisément la norme NF S62-201.

### **3.2.5 Maintenance corrective**

Le titulaire pourra être commandé afin de réaliser une vérification ponctuelle ou une réparation d'un RIA. Il devra intervenir dans un délai de 72 heures.

### **3.2.6 Rapports de vérification et de maintenance**

Le titulaire aura l'obligation de fournir un rapport de vérification et de maintenance par communes et par bâtiments après chaque passage annuel.

Pour chaque bâtiment, le rapport fera apparaître l'ensemble des actions effectuées avec le détail par RIA.

Les éventuels devis de maintenance corrective seront fournis en même temps que les rapports de vérification.

L'ensemble des rapports sera transmis dans un délai de 4 semaines maximum après l'exécution de la prestation. Il sera adressé sous format numérique à l'adresse mail générique fournie par le Crous à l'attribution du marché et à la Direction de l'Unité de Gestion concernée (DUG). Les détails des coordonnées sont notifiés dans l'annexe 9.

### **3.2.7 Registre de sécurité**

Le titulaire remplira l'ensemble des registres de sécurité (date de passage, cachet de l'entreprise, nom et signature du technicien) qui sont placés sur sites.

### **3.2.8 Recensement du matériel**

Un recensement des différents appareils devra être réalisé, l'inventaire sera transmis sous format informatique

## **3.3 VERIFICATION ET MAINTENANCE DES SYSTEMES DE DESENFUMAGE**

### **3.3.1 Objet**

Le présent chapitre fixe les modalités techniques de vérifications et de maintenance préventive et corrective des systèmes de désenfumage situés dans les bâtiments appartenant ou gérés par le Crous.

### **3.3.2 Inventaire**

L'inventaire des moyens de secours par communes et par bâtiments est présenté en annexe 2.

Le titulaire du marché réalisera un inventaire lors de son premier passage et le transmettra au Crous sous format informatique.

### **3.3.3 Périodicité**

La vérification et la maintenance préventive des systèmes de désenfumage seront effectuées conformément à l'arrêté du 22 mars 2004 et selon les prescriptions et notices des constructeurs.

Les vérifications réglementaires devront avoir lieu avant la date limite afin de maintenir le niveau de sécurité des établissements.

L'ensemble des prestations sera réalisé après réception d'un bon de commande.

### **3.3.4 Maintenance préventive**

Le titulaire assurera ces prestations de vérification et de maintenance préventive afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement des systèmes de désenfumage conformément à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur.

D'autre part, lors de la maintenance préventive, le titulaire devra procéder au remplacement des petites pièces si cela est nécessaire permettant un fonctionnement correct du dispositif. La prestation sera régularisée par un bon de commande suivant un devis préalablement établi sur la base du BPU par le titulaire et validé par le Crous.

Le titulaire s'assurera de remplacer les pièces existantes par des pièces identiques. Le titulaire prend à sa charge les fournitures des petites pièces courantes.

- Le plombage
- L'étiquetage
- La fourniture de produits de graissage, huiles...
- La quincaillerie

Le coût de la vérification et de la maintenance préventive des systèmes de désenfumage comprend le coût de main d'œuvre et de déplacement.

Le titulaire exécutera toutes les opérations de petite maintenance corrective dont la nécessité aura été mise en évidence lors de ces contrôles et qui sont liées au fonctionnement ou vieillissement normal de l'installation.

Un recensement des appareils pourra être demandé.

Le titulaire assurera ces prestations de vérification et de maintenance préventive afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement des systèmes de désenfumage conformément à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur.

### **3.3.5 Maintenance corrective**

Le titulaire pourra être commandé afin de réaliser une vérification ponctuelle ou une réparation d'un système de désenfumage. Il devra intervenir dans un délai de 72 heures.

### **3.3.6 Rapports de vérification et de maintenance**

Le titulaire aura l'obligation de fournir un rapport de vérification et de maintenance par communes et par bâtiments après chaque passage annuel.

Pour chaque bâtiment, le rapport fera apparaître l'ensemble des actions effectuées avec le détail par système de désenfumage.

Les éventuels devis de maintenance corrective seront fournis en même temps que les rapports de vérification.

L'ensemble des rapports sera transmis dans un délai de 4 semaines maximum après l'exécution de la prestation. Il sera adressé sous format numérique à l'adresse mail générique fournie par le Crous à l'attribution du marché et à la Direction de l'Unité de Gestion concernée (DUG). Les détails des coordonnées sont notifiés dans l'annexe 9.

### **3.3.7 Registre de sécurité**

Le titulaire remplira l'ensemble des registres de sécurité (date de passage, cachet de l'entreprise, nom et signature du technicien) qui sont placés sur sites.

### **3.3.8 Recensement du matériel**

Un recensement des différents appareils devra être réalisé, l'inventaire sera transmis sous format informatique.

## **3.4 VERIFICATION ET MAINTENANCE DES COLONNES SECHES**

### **3.4.1 Objet**

Le présent chapitre fixe les modalités techniques de vérifications et de maintenance préventive et corrective des colonnes sèches installées dans les bâtiments appartenant ou gérés par le Crous.

### **3.4.2 Inventaire**

Le titulaire du marché confirmera la présence desdites colonnes sèches, en précisant leur nombre, lors du premier passage. Il transmettra son inventaire au Crous sous format informatique.

### **3.4.3 Périodicité**

La vérification et la maintenance préventive des colonnes sèches seront effectuées de façon réglementaire une fois par an.

Les vérifications réglementaires devront avoir lieu avant la date limite afin de maintenir le niveau de sécurité des établissements.

L'ensemble des prestations sera réalisé après réception d'un bon de commande.

#### **3.4.4 Maintenance préventive**

Le titulaire assurera ces prestations de vérification et de maintenance préventive afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement des colonnes sèches conformément à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur et plus précisément la norme NF S61-759.

D'autre part, lors de la maintenance préventive, le titulaire devra procéder au remplacement des petites pièces si nécessaires permettant un fonctionnement correct du dispositif. La prestation sera régularisée par un bon de commande suivant un devis préalablement établi par le titulaire et validé par le Crous.

Le titulaire s'assurera de remplacer les pièces existantes par des pièces identiques.

Le titulaire prend à sa charge les fournitures courantes usagées, détériorées ou manquantes.

Le coût de la vérification et de la maintenance préventive des colonnes sèches comprend le coût de main d'œuvre et de déplacement.

Le titulaire exécutera toutes les opérations de petite maintenance corrective dont la nécessité aura été mise en évidence lors de ces contrôles et qui sont liées au fonctionnement ou vieillissement normal de l'installation.

#### **3.4.5 Maintenance corrective**

Le titulaire pourra être commandé afin de réaliser une vérification ponctuelle ou une réparation de colonnes sèches. Il devra intervenir dans un délai de 72 heures et indiquer si des travaux nécessitant une intervention de longue durée doivent être mis en place.

#### **3.4.6 Rapports de vérification et de maintenance**

Le titulaire aura l'obligation de fournir un rapport de vérification et de maintenance par communes et par bâtiments après chaque passage annuel.

Pour chaque bâtiment, le rapport fera apparaître l'ensemble des actions effectuées avec le détail par colonne sèche.

Les éventuels devis de maintenance corrective seront fournis en même temps que les rapports de vérification.

L'ensemble des rapports sera transmis dans un délai de 4 semaines maximum après l'exécution de la prestation. Il sera adressé sous format numérique à l'adresse mail générique fournie par le Crous à l'attribution du marché et à la Direction de l'Unité de Gestion concernée (DUG). Les détails des coordonnées sont notifiés dans l'annexe 9.

#### **3.4.7 Registre de sécurité**

Le titulaire remplira l'ensemble des registres de sécurité (date de passage, cachet de l'entreprise, nom et signature du technicien) qui sont placés sur sites.



## **3.5 VERIFICATION ET MAINTENANCE DES HYDRANTS PRIVES**

### **3.5.1 Objet**

Le présent chapitre fixe les modalités techniques de vérifications et de maintenance préventive et corrective des hydrants privés situés sur les domaines des CROUS.

### **3.5.2 Inventaire**

Le titulaire du marché confirmera la présence desdits hydrants lors du premier passage, en précisant leur nombre et leur emplacement, lors du premier passage. Il transmettra son inventaire au CROUS sous format informatique.

### **3.5.3 Périodicité**

La vérification et la maintenance préventive des hydrants seront effectuées une fois par an.

Les vérifications réglementaires devront avoir lieu avant la date limite afin de maintenir le niveau de sécurité des établissements.

L'ensemble des prestations sera réalisé après réception d'un bon de commande.

### **3.5.4 Maintenance préventive**

Le titulaire assurera ces prestations de vérification et de maintenance préventive afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement des hydrants conformément à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur et plus précisément la norme NF S62-200.

D'autre part, lors de la maintenance préventive, le titulaire devra procéder au remplacement des pièces permettant un fonctionnement correct du dispositif. La prestation sera régularisée par un bon de commande suivant un devis préalablement établi par le titulaire et validé par le Crous.

Le titulaire s'assurera de remplacer les pièces existantes par des pièces identiques.

Le titulaire prend à sa charge les fournitures courantes usagées, détériorées ou manquantes.

Le coût de la vérification et de la maintenance préventive des hydrants comprend le coût de main d'œuvre et de déplacement.

Le titulaire exécutera toutes les opérations de petite maintenance corrective dont la nécessité aura été mise en évidence lors de ces contrôles et qui sont liées au fonctionnement ou vieillissement normal de l'installation.

Le titulaire devra s'assurer, conformément à la réglementation, que :

- L'itinéraire, entre les hydrants et l'établissement à défendre, permet le passage facile des moyens des sapeurs-pompiers.
- Les hydrants :
  - sont facilement accessibles
  - signalés conformément à la norme française

### **3.5.5 Maintenance corrective**

Le titulaire pourra être commandé afin de réaliser une vérification ponctuelle ou une réparation d'un hydrant. Il devra intervenir dans un délai de 72 heures.

Dans le cas d'une indisponibilité d'un hydrant ou de maintenance entraînant une indisponibilité, le **titulaire devra alerter le CROUS ainsi que le CODIS, sans délai.**

### **3.5.6 Rapports de vérification**

Le titulaire aura l'obligation de fournir un rapport de vérification et de maintenance par communes et par bâtiments après chaque passage annuel.

Pour chaque bâtiment, le rapport fera apparaître l'ensemble des actions effectuées avec le détail sur les hydrants.

Les éventuels devis de maintenance corrective seront fournis en même temps que les rapports de vérification.

L'ensemble des rapports sera transmis dans un délai de 4 semaines maximum après l'exécution de la prestation. Il sera adressé sous format numérique à l'adresse mail générique fournie par le Crous à l'attribution du marché et à la Direction de l'Unité de Gestion concernée (DUG). Les détails des coordonnées sont notifiés dans l'annexe 9.

### **3.5.7 Registre de sécurité**

Le titulaire remplira l'ensemble des registres de sécurité (date de passage, cachet de l'entreprise, nom et signature du technicien) qui sont placés sur sites.

## **3.6 FOURNITURE, POSE, VERIFICATION ET MAINTENANCE DES BLOCS AUTONOMES D'ECLAIRAGE DE SECURITE (BAES)**

### **3.6.1 Objet**

Le présent chapitre concerne la fourniture, la pose et les modalités techniques de vérifications et de maintenance préventive et corrective des BAES, c'est-à-dire l'ensemble des matériels concourant à l'éclairage de sécurité (fonction évacuation et ambiance anti-panique) situés dans les bâtiments appartenant ou gérés par le Crous.

### **3.6.2 Inventaire**

Le titulaire du marché réalisera son inventaire lors du premier passage en précisant leur nombre et leur emplacement, lors du premier passage. Il transmettra son inventaire au Crous sous format informatique.

### **3.6.3 Fourniture et pose**

Les BAES fournis et posés par le titulaire du marché (sur les nouveaux sites et en remplacement d'appareils défectueux ou obsolètes) devront :

- respecter les normes en vigueur :
  - BAES évacuation => NFC 71-800
  - BAES ambiance/antipanique => NFC 71-801
  - BAEH => NFC 71-805
  - BAES + BAEH => NFC 71-803
- être équipés de pictogrammes conformes à la norme NF X 08 003.
- être de technologie S.A.T.I. (Système Automatique de Test Intégré, certifiés NF AEAS et répondront aux normes en vigueur.

- être équipés de batterie NiMh et de sources lumineuses longue durée de type Led.

Des BAEH devront être installés dans les structures abritant des locaux à sommeil.

#### Eclairage d'évacuation

L'éclairage d'évacuation devra permettre à toute personne d'accéder à l'extérieur, en assurant l'éclairage des cheminements, des sorties, des indications de balisage, des obstacles et des indications de changement de direction.

Dans les couloirs ou dégagements, les blocs autonomes d'évacuation ne devront pas être espacés de plus de 15 mètres et devront avoir un flux lumineux assigné d'au moins 45 lumens pendant la durée de fonctionnement assignée.

#### Eclairage d'ambiance anti-panique

L'éclairage d'ambiance sera installé dans tout local ou hall dans lequel l'effectif du public peut atteindre 100 personnes en étage ou au rez-de-chaussée ou 50 personnes en sous-sol.

L'éclairage d'ambiance devra être allumé en cas de disparition de l'éclairage normal remplacement, il sera basé sur un flux lumineux minimal de 5 lumens par m<sup>2</sup> de surface du local pendant la durée assignée de fonctionnement.

Le rapport entre la distance maximale séparant 2 blocs voisins et leur hauteur au-dessus du sol doit être inférieur ou égal à 4.

Chaque local sera équipé au minimum de 2 blocs, même si le flux d'un seul est suffisant.

#### Locaux à sommeil

Dans les établissements ne disposant pas d'une source de remplacement, l'éclairage de sécurité d'évacuation des circulations des locaux à sommeil et des dégagements attenants jusqu'à l'extérieur du bâtiment, doit être complété par un éclairage réalisé par des blocs autonomes pour habitation.

Dans ces conditions, les blocs autonomes d'éclairage d'évacuation doivent être mis automatiquement à l'état de repos dès l'absence de tension en provenance de la source normale, leur passage à l'état de fonctionnement étant alors subordonné au début du processus de déclenchement de l'alarme.

#### Espace d'attente sécurisé

L'article GN8 du règlement de sécurité contre l'incendie prend en compte les personnes ne pouvant pas être évacuées rapidement, en particulier les PMR et personnes handicapées. Les personnes concernées doivent pouvoir se réfugier temporairement dans un espace dédié pour être à l'abri de l'incendie en attendant l'intervention des secours, pour permettre une évacuation différée en toute sécurité.

Le balisage spécifique permettant d'identifier les EAS et facilement repérable du public sera réalisé par des Dispositifs de Balisage Renforcé (DBR).

Les règles d'implantation seront identiques aux BAES d'évacuation.

### **3.6.4 Périodicité**

La vérification et la maintenance préventive des BAES seront effectuées une fois par an. Conformément à la réglementation, les essais d'autonomie devront avoir lieu une fois tous les 6 mois.

Les vérifications réglementaires devront avoir lieu avant la date limite afin de maintenir le niveau de sécurité des établissements.

L'ensemble des prestations sera réalisé après réception d'un bon de commande.

### **3.6.5 Maintenance préventive**

Le titulaire assurera ces prestations de vérification et de maintenance préventive afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement des BAES conformément à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur et, plus précisément la norme NF C71-830.

D'autre part, lors de la maintenance préventive, le titulaire devra procéder au remplacement des petites pièces si nécessaires permettant un fonctionnement correct du dispositif. La prestation sera régularisée par un bon de commande suivant le catalogue demandé en 1.10.

Le titulaire s'assurera de remplacer les pièces existantes par des pièces identiques.

Le titulaire prend à sa charge les fournitures courantes usagées, détériorées ou manquantes ;

Le coût de la vérification et de la maintenance préventive des BAES comprend le coût de main d'œuvre et de déplacement.

Le titulaire exécutera toutes les opérations de petite maintenance corrective dont la nécessité aura été mise en évidence lors de ces contrôles et qui sont liées au fonctionnement ou vieillissement normal de l'installation.

### **3.6.6 Maintenance corrective**

Le titulaire pourra être commandé afin de réaliser une vérification ponctuelle ou une réparation d'un BAES. Il devra intervenir dans un délai de 72 heures.

### **3.6.7 Rapports de vérification et de maintenance**

Le titulaire aura l'obligation de fournir un rapport de vérification et de maintenance par communes et par bâtiments après chaque passage annuel.

Pour chaque bâtiment, le rapport fera apparaître l'ensemble des actions effectuées avec le détail sur les BAES.

Les éventuels devis de maintenance corrective seront fournis en même temps que les rapports de vérification.

L'ensemble des rapports sera transmis dans un délai de 4 semaines maximum après l'exécution de la prestation. Il sera adressé sous format numérique à l'adresse mail générique fournie par le Crous à l'attribution du marché et à la Direction de l'Unité de Gestion concernée (DUG). Les détails des coordonnées sont notifiés dans l'annexe 9.

### **3.6.8 Registre de sécurité**

Le titulaire remplira l'ensemble des registres de sécurité (date de passage, cachet de l'entreprise, nom et signature du technicien) qui sont placés sur sites.

## **3.7 INSTALLATION DE NOUVEAUX MOYENS DE SECOURS**

### **3.7.1 Objet**

Le titulaire sera chargé de l'installation des nouveaux moyens de secours (extincteurs, consigne de sécurité, plan d'intervention, plan d'évacuation) dans les cas suivants :

- Construction ou rénovation d'un bâtiment
- Mise à jour des plans d'intervention et d'évacuation
- Installation de moyens de secours complémentaires

### **3.7.2 Dispositions réglementaires**

L'ensemble des prestations sera réalisé dans les règles de l'art et conformément aux textes en vigueur notamment :

- L'ensemble des normes NF, EN en vigueur
- Code du travail
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité incendie dans les établissements recevant du public (ERP).

### **3.7.3 Construction ou rénovation d'un bâtiment**

Lors de la construction ou de la rénovation d'un bâtiment, le titulaire sera chargé de la pose des extincteurs, des consignes de sécurité, des plans d'intervention, des plans d'évacuation.

Pour cela, le titulaire réalisera une étude de sécurité afin de pouvoir équiper le bâtiment des moyens de secours conformément à la réglementation en vigueur. Les plans du bâtiment lui seront communiqués et le titulaire devra visiter le site.

Le titulaire devra donc définir :

- Le type, la capacité et l'emplacement des extincteurs
- Le type, le nombre et l'emplacement des divers panneaux de sécurité
- Le nombre et l'emplacement des plans d'intervention et d'évacuation
- Le nombre et l'emplacement des consignes de sécurité

Le coût unitaire de réalisation des plans d'intervention et d'évacuation comprend l'étude sur site, la fabrication, la pose et la dépose des anciens plans dans le cadre d'une rénovation ainsi que le nettoyage du site.

Le logo du CROUS, le nom et l'adresse du bâtiment devront apparaître sur les plans d'intervention et d'évacuation.

Une fois le projet finalisé, le titulaire devra fournir un exemplaire du plan d'intervention et d'évacuation et des consignes de sécurité au format informatique.

Le titulaire sera prévenu 1 mois à l'avance et aura obligation de réaliser cette prestation avant la date de la visite d'autorisation d'ouverture réalisée par la commission de sécurité.

### **3.7.4 Mise à jour des plans d'intervention et d'évacuation**

Le titulaire sera chargé de la mise à jour ou de la fourniture des plans d'intervention et d'évacuation de certains bâtiments indiqués par le CROUS, ou dans des bâtiments identifiés par le titulaire lors de ses interventions.

Le titulaire réalisera l'étude, la fabrication, et la pose dans les mêmes conditions que l'article précédent.

Cette prestation d'étude fera l'objet d'un devis spécifique.

Le titulaire aura à sa charge la dépose des anciens plans.

Les travaux devront être achevés 1 mois après réception de la commande.

### **3.8 AUDIT D'ENTREE**

Après notification du marché, le titulaire devra réaliser sur chaque site un audit d'entrée visant à fiabiliser la liste des équipements figurant en annexe 2 (nombre d'extincteurs et autres équipements associés aux systèmes d'extinction, localisation, date limite).

Cet audit devra être réalisé avant les opérations de maintenance préventive ou au plus tard de façon simultanée.

Après l'audit, le titulaire transmettra l'annexe 2 mise à jour au service prévention et à chaque site concerné. Le cas échéant, le bordereau de prix en annexe 3 sera modifié en conséquence par voie d'avenant et le coût du forfait annuel de maintenance préventive recalculé.

Le CROUS se réserve toutefois le droit de ne pas demander d'audit d'entrée pour certains sites pour des raisons économiques ou opérationnelles.

### **3.9 MODALITES D'EXECUTION ET PASSATION DES COMMANDES**

#### **3.9.1 Conditions générales d'exécution et de livraison**

De manière générale, les prestations doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux usages professionnels.

Elles doivent également être conformes aux stipulations du marché ainsi qu'aux prescriptions des normes nationales homologuées, des normes internationales transposées, des agréments et des spécifications techniques applicables à la date d'entrée en vigueur du marché.

#### **3.9.2 Information avant visite et conditions d'accès**

Un planning des interventions sera programmé pour l'année entre le titulaire et le responsable de site concerné. Le titulaire met le service prévention du CROUS en copie du planning prévisionnel. Le titulaire intervient suivant le programme établi ou sur demande du responsable d'établissement ou de son représentant. Le planning est établi dans le mois de la notification de l'accord cadre.

Dès son arrivée dans l'établissement, le technicien chargé de la visite se présente au responsable de l'établissement ou à l'agent qui le représente. Il signe le registre de présence à son arrivée et à son départ, en précisant l'heure d'arrivée et de départ.

Toute opération de maintenance effectuée sans l'accord du responsable de l'établissement sera refusée et non payée.

Pour permettre l'exécution des prestations, le responsable de l'établissement concerné garantit le libre accès aux agents du titulaire à tous les appareils et matériels du site.

Les agents du titulaire sont les seuls autorisés à intervenir pour la vérification, l'entretien, la réparation et le remplacement des matériels et équipements faisant l'objet du marché. Ils devront être porteurs d'un badge de l'entreprise lors de l'exécution des prestations. Ces personnes doivent satisfaire aux critères de personnels compétents tels que défini dans la norme NF S61 - 919.

#### **3.9.3 Conditions particulières d'exécution des prestations de vérification et de maintenance**

##### **3.9.3.1 Conditions générales**

Les opérations de vérification, d'entretien et de réparation des matériels concernés doivent respecter les réglementations en vigueur énoncés dans l'article 2 « Dispositions réglementaires ».

### **3.9.3.2 Conditions d'exécution des opérations de maintenance corrective**

Le titulaire intervient suivant le planning établi ou sur demande du responsable d'établissement ou de son représentant.

Le remplacement des extincteurs et des pièces de rechange, hormis celles prévues dans les opérations de vérifications annuelles, est soumis à l'accord du responsable de l'établissement.

Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent (par exemple, le remplacement d'un organe ou matériel défaillant).

Lorsqu'en cours d'exécution du marché, le titulaire constate que des prestations non prévues par le marché sont à effectuer, ou au contraire que certaines se révèlent inutiles, il en informe le responsable de site ainsi que le service prévention du CROUS de Rennes-Bretagne qui rédigera un avenant si nécessaire.

### **3.9.3.3 Coordination des interventions**

Lorsque la période de garantie est comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des équipements pour assurer la coordination de leurs interventions suite à un incident au titre de la garantie.

### **3.9.3.4 Provenance et qualité des matières consommables et pièces de rechange**

Les pièces de rechange doivent être conformes aux stipulations de la norme NF S 61-919.

### **3.9.3.5 Récupération, évacuation, rebut**

La réparation de pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement est interdite.

L'évacuation des équipements défectueux ou périmés est à la charge du titulaire. Les mises au rebut doivent être effectuées conformément à la réglementation. La fourniture des pièces d'usure pourra être demandées pour vérification de la prestation.

### **3.9.3.6 Remise en état après intervention**

Aucun local n'est mis à la disposition du titulaire pour exécuter ses prestations.

Après son intervention, le titulaire remet les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir dans l'état de propreté trouvé à son arrivée.

### **3.9.3.7 Conditions de livraison**

La fourniture et l'installation d'extincteurs neufs sont subordonnées à l'envoi au titulaire d'un bon de commande signé par le responsable de l'établissement concerné ou son représentant. Ces prestations doivent avoir lieu dans le délai précisé sur le bon. A défaut de mention sur ce document, le délai d'intervention est de 15 jours à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- le numéro du marché
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser

- les délais d'exécution
- les lieux d'exécution des prestations
- le montant du bon de commande HT et TTC

La livraison des fournitures sera effectuée par le titulaire sur le site indiqué par le bon de commande, dans les conditions de l'article 19.3 du CCAG-FCS. Les frais de transport des fournitures seront à la charge du titulaire (livraison franco de port et d'emballage). Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison qui doit être signé par le responsable de l'établissement concerné ou son représentant.

#### ***3.9.3.8 Conditions relatives au remplacement des pièces***

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation peuvent être remplacés par des composants compatibles, sous réserve que l'interchangeabilité aux plans dimensionnel, fonctionnel, durabilité, ait été vérifiée préalablement par le titulaire.

Le remplacement des charges doit être effectué avec des produits strictement identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des extincteurs.

Les pièces non réutilisables, les charges remplacées et les résidus sont remis au titulaire.

#### ***3.9.3.9 Proposition d'intervention***

Le titulaire donne tout conseil qu'il juge utile pour l'utilisation des appareils et les améliorations à apporter, comme la liste des appareils à remplacer, la pose d'extincteurs neufs, etc...

Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler les matériels ou équipements qui ne seraient pas en totale conformité à la réglementation en vigueur.

#### ***3.9.3.10 Temps maximum d'indisponibilité***

Les visites ne doivent pas conduire à une indisponibilité totale des équipements pendant une durée supérieure à 24 heures.

Dans le cas contraire, le titulaire demande l'accord du responsable d'établissement ou, à défaut, celui de son représentant.

#### ***3.9.3.11 Carnet d'entretien et registre de sécurité***

Quel que soit le type de prestations, le technicien devra consigner sur un carnet d'entretien le détail des opérations réalisées.

Toutes les visites doivent obligatoirement être consignées sur le registre de sécurité. Pour chaque intervention, les indications suivantes devront être mentionnées sur le registre de sécurité :

- La date
- Les heures de présence sur le site du personnel du titulaire du marché
- L'émargement du personnel du titulaire du marché
- La nature de la prestation accomplie
- Pour les extincteurs : la mention du numéro, de l'emplacement, de l'année de mise en service et du type d'extincteur
- Pour les autres équipements : le type de matériel, son numéro éventuel et son emplacement



### **3.9.3.12 Rapport de visite**

Chacune des prestations exécutées au titre du marché (préventives et correctives) doit être enregistrée sur une fiche établie en double exemplaire par le titulaire et mentionner :

- La date de l'intervention et sa durée (heure d'arrivée et heure de départ)
- Le nom des intervenants, leur qualité ainsi que leur paraphe
- La nature des opérations effectuées
- Les anomalies éventuellement constatées
- Les travaux éventuels à envisager
- Toutes observations ou suggestions utiles :
  - usure de certains organes
  - risques de détérioration
  - pièces à remplacer hors celles prévues dans la maintenance systématique ou additionnelle
  - réglages éventuels
  - consignes de manipulations qu'il aura été opportun de rappeler aux utilisateurs

Les deux exemplaires sont signés à la fois par le titulaire ou son représentant et par le responsable de l'établissement ou son délégataire. Chacune des parties reçoit un exemplaire. Il sera adressé sous format numérique à l'adresse mail générique fournie par le Crous à l'attribution du marché et à la Direction de l'Unité de Gestion concernée (DUG). Les détails des coordonnées sont notifiés dans l'annexe 9.

### **3.9.3.13 Rapport annuel**

Le titulaire fournira un rapport annuel recensant les interventions, les difficultés rencontrées et les pistes d'amélioration. Ce rapport fera l'objet d'une présentation au Crous lors d'une réunion afin d'échanger sur les modalités de mise en œuvre du marché. Ce rapport annuel devra être déposé au 10<sup>ème</sup> mois de l'exécution du marché la 1<sup>ère</sup> année, et suivre cette modalité les années suivantes en cas de renouvellement du marché. Il sera adressé sous format numérique à l'adresse mail générique fournie par le Crous à l'attribution du marché.

### **3.9.3.14 Paiement des prestations**

Le paiement des prestations est conditionné à la délivrance d'un livrable et au respect des délais fixés dans le présent marché. Les livrables acceptés sont :

- rapport de vérification et de maintenance
- rapport de visite
- pièces d'usure

### **3.9.3.15 Plateforme de dépôt des rapports**

Si le titulaire dispose d'une plateforme de dépôt de documents, le titulaire y dépose les pièces demandées (rapport de vérification et de maintenance, rapport de visite, rapport annuel, autres pièces éventuelles), consultables et téléchargeables par le CROUS à tout moment. Une notification est envoyée au destinataire à chaque dépôt de document.

A défaut, le titulaire transmet ces pièces par voie numérique à l'adresse générique qui sera communiquée par le CROUS au correspondant dans l'entreprise à la notification du marché.

### 3.9.3.16 Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

#### 3.9.3.16.1 Pénalités de retard

Nature du manquement	Montant de la pénalité
Retard dans la transmission du planning dans le mois de la notification de l'accord-cadre, puis tous les ans dans le mois de la reconduction tacite de l'accord-cadre	100 € / jour calendaire de retard
Retard dans la transmission d'une facture dans le délai de 15 jours de l'expiration du trimestre	100 € / jour calendaire de retard
Retard dans la réalisation d'une visite de maintenance préventive	300 € par jour calendaire de retard
Retard d'intervention en maintenance curative	100 € par intervention et par jour calendaire de retard
Retard dans la transmission des documents (rapport annuel, rapport de visite par ex.)	30 € par document concerné et par jour calendaire de retard
Non-respect du délai d'intervention en astreinte	200 € / heure de retard (toute heure entamée sera considérée comme heure entière)

Au-delà de 15 jours de retard, une pénalité pour absence sera appliquée en plus de celle calculée pour le retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché.

#### 3.9.3.16.2 Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Nature du manquement	Montant de la pénalité
Absence de transmission de la facture dans le délai de 15 jours de l'expiration du trimestre	200 € par facture concernée
Absence de mise à jour du registre de	40 € par défaillance

sécurité	
Mauvais ou non fonctionnement après interventions (à partir du 3ème déplacement sur une période de 30 jours sur le même équipement)	500 € / équipement concerné
Non réalisation d'une visite de maintenance	500 € HT/ équipement concerné
Faute grave (de nature à fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité, pouvant mettre en cause la sécurité des personnes)	½ du prix annuel HT pour l'installation concernée + des poursuites judiciaires et/ou la résiliation aux torts exclusifs de l'entreprise pourront être demandées par le pouvoir adjudicateur.

### 3.9.3.16.3 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 3.10- CLAUSES COMPLEMENTAIRES

### 3.10.1 Formation

Le titulaire devra être capable d'organiser au moins une fois par an des séances de formations sur la manipulation des extincteurs pour le personnel exploitant l'établissement (groupe de 12 personnes).

Les formateurs devront être qualifiés et habilités. Le titulaire sera rémunéré suivant le BPU.

Des agents du personnel du CROUS pourront demander une démonstration concernant les étapes de la maintenance des extincteurs.

### 3.10.2 Stock

Le titulaire devra être capable de constituer un stock de maintenance, permettant l'échange standard d'équipements ou de parties d'équipements défectueux. Il ne pourra, en aucun cas, invoquer la contrainte des délais de commande ou de livraison pour justifier le non-fonctionnement d'un équipement.

### 3.10.3 Mise à disposition

Le titulaire ne pourra pas prétendre à une aide de part du CROUS pour réaliser ces prestations.

Le titulaire devra mettre tout en œuvre afin de protéger les ouvrages existants.

Le titulaire devra laisser le chantier propre et libre de tous déchets ou produits dangereux après l'exécution de ses prestations et à chaque fin de journée.

Dans le cadre des interventions correctives dans un bâtiment occupé, le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité du public.

## **4 LOT 2 -VERIFICATION ET MAINTENANCE DES MATERIELS COMPOSANT LES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE**

---

### **4.1 1 – OBJET**

Le lot 2 concerne la maintenance préventive et corrective des matériels composant les systèmes de sécurité incendie, dans les établissements appartenant ou gérés par le CROUS de Rennes Bretagne.

### **4.2 RECENSEMENT DU MATERIEL**

Un recensement des différents appareils devra être réalisé par le titulaire, il sera transmis sous format informatique au CROUS.

L'inventaire non exhaustif par communes et par bâtiments est présenté en annexe 4.

### **4.3 PERIODICITE**

La vérification et la maintenance préventive sera effectuée une fois par an.

Les vérifications réglementaires devront avoir lieu avant la date limite afin de maintenir le niveau de sécurité des établissements.

L'ensemble des prestations sera réalisé après réception d'un bon de commande.

### **4.4 MAINTENANCE PREVENTIVE**

Le titulaire assurera ces prestations de vérification et de maintenance préventive afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement conformément à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur.

D'autre part, lors de la maintenance préventive, le titulaire devra si nécessaire procéder au remplacement des batteries permettant un fonctionnement correct du dispositif. La prestation sera régularisée par un bon de commande suivant le BPU.

Le titulaire s'assurera de remplacer les pièces existantes par des pièces identiques.

Le coût de la vérification et de la maintenance préventive comprend le coût de main d'œuvre et de déplacement.

Le titulaire exécutera toutes les opérations de petite maintenance corrective dont la nécessité aura été mise en évidence lors de ces contrôles et qui sont liées au fonctionnement ou vieillissement normal de l'installation.

### **4.5 MAINTENANCE CORRECTIVE URGENTE**

Les interventions de dépannage, rendues nécessaires par des défaillances des SSI et alarmes incendie, seront réalisées par un simple appel téléphonique.

Le titulaire devra assurer les dépannages 24h/24 ; le temps d'intervention après appel téléphonique est de 4 H.

## **4.6 MAINTENANCE CORRECTIVE NON URGENTES**

Ces interventions résultent des constats effectués lors des visites préventives ou sur demande de travaux formulée par le CROUS pour lesquelles le titulaire établira un devis.

## **4.7 RAPPORTS DE VERIFICATION ET DE MAINTENANCE**

Le titulaire aura l'obligation de fournir un rapport de vérification et de maintenance par communes et par bâtiments après chaque passage annuel.

Pour chaque bâtiment, le rapport fera apparaître l'ensemble des actions effectuées avec le détail par SSI.

Les éventuels devis de maintenance corrective seront fournis en même temps que les rapports de vérification.

L'ensemble des rapports sera transmis dans un délai de 4 semaines maximum après l'exécution de la prestation.

## **4.8 REGISTRE DE SECURITE**

Le titulaire remplira l'ensemble des registres de sécurité (date de passage, cachet de l'entreprise, nom et signature du technicien) qui sont placés sur sites.

## **4.9 AUDIT D'ENTREE**

Après notification du marché, le titulaire devra réaliser sur chaque site un audit d'entrée visant à fiabiliser la liste des équipements figurant en annexe 4.

Cet audit devra être réalisé avant les opérations de maintenance préventive ou au plus tard de façon simultanée.

Après l'audit, le titulaire transmettra l'annexe 4 mise à jour au service prévention et à chaque site concerné. Le cas échéant, le bordereau de prix en annexe 5 sera modifié en conséquence par voie d'avenant et le coût du forfait annuel de maintenance préventive recalculé.

Le CROUS se réserve toutefois le droit de ne pas demander d'audit d'entrée pour certains sites pour des raisons économiques ou opérationnelles. Dans ce cas, le bordereau de prix en annexe 5 sera modifié en supprimant les sites concernés.

## **4.10 MODALITES D'EXECUTION ET DE PASSATION DES COMMANDES**

### **4.10.1 Conditions générales d'exécution et de livraison**

De manière générale, les prestations doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux usages professionnels.

Elles doivent également être conformes aux stipulations du marché ainsi qu'aux prescriptions des normes nationales homologuées, des normes internationales transposées, des agréments et des spécifications techniques applicables à la date d'entrée en vigueur du marché.

### **4.10.2 Information avant visite et conditions d'accès**

Un planning des interventions sera programmé pour l'année entre le titulaire et le responsable de site concerné. Le titulaire met le service prévention du CROUS en copie du planning prévisionnel. Le titulaire

intervient suivant le programme établi ou sur demande du responsable d'établissement ou de son représentant. Le planning est établi dans le mois suivant la notification du marché.

Dès son arrivée dans l'établissement, le technicien chargé de la visite se présente au responsable de l'établissement ou à l'agent qui le représente. Il signe le registre de présence à son arrivée et à son départ, en précisant l'heure d'arrivée et de départ.

Toute opération de maintenance effectuée sans l'accord du responsable de l'établissement sera refusée et non payée.

Pour permettre l'exécution des prestations, le responsable de l'établissement concerné garantit le libre accès aux agents du titulaire à tous les appareils et matériels du site.

Les agents du titulaire sont les seuls autorisés à intervenir pour la vérification, l'entretien, la réparation et le remplacement des matériels et équipements faisant l'objet du marché. Ils devront être porteurs d'un badge de l'entreprise lors de l'exécution des prestations. Ces personnes doivent satisfaire aux critères de personnels compétents tels que défini dans la norme NF S61 - 933

### **4.10.3 Conditions particulières d'exécution des prestations de vérification et de maintenance**

#### ***4.10.3.1 Conditions générales***

Les opérations de vérification, d'entretien et de réparation des matériels concernés doivent respecter les réglementations en vigueur énoncés dans l'article 2 « Dispositions réglementaires ».

#### ***4.10.3.2 Conditions d'exécution des opérations de maintenance corrective***

Le titulaire intervient suivant le programme établi ou sur demande du responsable d'établissement ou de son représentant.

Le remplacement des extincteurs et des pièces de rechange, hormis celles prévues dans les opérations de vérifications annuelles, est soumis à l'accord du responsable de l'établissement.

Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent (par exemple, le remplacement d'un organe ou matériel défaillant).

Lorsqu'en cours d'exécution du marché, le titulaire constate que des prestations non prévues par le marché sont à effectuer, ou au contraire que certaines se révèlent inutiles, il en informe le responsable de site ainsi que le service prévention du CROUS de Rennes-Bretagne qui rédigera un avenant si nécessaire.

#### ***4.10.3.3 Coordination des interventions***

Lorsque la période de garantie est comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des équipements pour assurer la coordination de leurs interventions suite à un incident au titre de la garantie.

#### ***4.10.3.4 Provenance et qualité des matières consommables et pièces de rechange***

Les pièces de rechange doivent être conformes aux stipulations de la norme NF S 61-933.

#### ***4.10.3.5 Récupération, évacuation, rebut***

La réparation de pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement est interdite.

L'évacuation des équipements défectueux ou périmés est à la charge du titulaire. Les mises au rebut doivent être effectuées conformément à la réglementation. La fourniture des pièces d'usure pourra être demandées pour vérification de la prestation.

#### **4.10.3.6 Remise en état après intervention**

Aucun local n'est mis à la disposition du titulaire pour exécuter ses prestations. Après son intervention, le titulaire remet les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir dans l'état de propreté trouvé à son arrivée. Le titulaire s'engage à laisser les équipements en bon état de fonctionnement à la fin du marché.

#### **4.10.3.7 Conditions de livraison**

La fourniture et l'installation de matériel neuf sont subordonnées à l'envoi au titulaire d'un bon de commande signé par le responsable de l'établissement concerné ou son représentant. Ces prestations doivent avoir lieu dans le délai précisé sur le bon. A défaut de mention sur ce document, le délai d'intervention est de 15 jours à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- le numéro du marché : **xxx**
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser
- les délais d'exécution
- les lieux d'exécution des prestations
- le montant du bon de commande HT et TTC

La livraison des fournitures sera effectuée par le titulaire sur le site indiqué par le bon de commande, dans les conditions de l'article 19.3 du CCAG-FCS. Les frais de transport des fournitures seront à la charge du titulaire (livraison franco de port et d'emballage). Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison qui doit être signé par le responsable de l'établissement concerné ou son représentant.

#### **4.10.3.8 Conditions relatives au remplacement des pièces**

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation peuvent être remplacés par des composants compatibles, sous réserve que l'interchangeabilité aux plans dimensionnel, fonctionnel, durabilité, ait été vérifiée préalablement par le titulaire.

Le remplacement des charges doit être effectué avec des produits strictement identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des extincteurs.

Le titulaire du marché prend à sa charge le remplacement des cartouches de CO2 de commande.

Les pièces non réutilisables, les charges remplacées et les résidus sont remis au titulaire.

#### **4.10.3.9 Proposition d'intervention**

Le titulaire donne tout conseil qu'il juge utile pour l'utilisation des appareils et les améliorations à apporter, comme la liste des appareils à remplacer, la pose d'extincteurs neufs, etc...

Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler les matériels ou équipements qui ne seraient pas en totale conformité à la réglementation en vigueur.



#### **4.10.3.10      *Temps maximum d'indisponibilité***

Les visites ne doivent pas conduire à une indisponibilité totale des équipements pendant une durée supérieure à 24 heures. Dans le cas contraire, le titulaire demande l'accord du responsable d'établissement ou, à défaut, celui de son représentant.

#### **4.10.3.11      *Carnet d'entretien et registre de sécurité***

Quel que soit le type de prestations, le technicien devra consigner sur un carnet d'entretien le détail des opérations réalisées.

Toutes les visites doivent obligatoirement être consignées sur le registre de sécurité. Pour chaque intervention, les indications suivantes devront être mentionnées sur le registre de sécurité :

- La date
- Les heures de présence sur le site du personnel du titulaire du marché
- L'émargement du personnel du titulaire du marché
- La nature de la prestation accomplie
- Pour les extincteurs : la mention du numéro, de l'emplacement, de l'année de mise en service et du type d'extincteur
- Pour les autres équipements : le type de matériel, son numéro éventuel et son emplacement

#### **4.10.3.12      *Rapport de visite***

Chacune des prestations exécutées au titre du marché (préventives et correctives) doit être enregistrée sur une fiche établie en double exemplaire par le titulaire et mentionner :

- La date de l'intervention et sa durée (heure d'arrivée et heure de départ)
- Le nom des intervenants, leur qualité ainsi que leur paraphe
- La nature des opérations effectuées
- Les anomalies éventuellement constatées
- Les travaux éventuels à envisager
- Toutes observations ou suggestions utiles :
  - usure de certains organes
  - risques de détérioration
  - pièces à remplacer hors celles prévues dans la maintenance systématique ou additionnelle
  - réglages éventuels
  - consignes de manipulations qu'il aura été opportun de rappeler aux utilisateurs

Les deux exemplaires sont signés à la fois par le titulaire ou son représentant et par le responsable de l'établissement ou son délégataire. Chacune des parties reçoit un exemplaire.

#### **4.10.3.13      *Rapport annuel***

Le titulaire fournira un rapport annuel recensant les interventions, les difficultés rencontrées et les pistes d'amélioration. Ce rapport fera l'objet d'une présentation au CROUS lors d'une réunion afin d'échanger sur les modalités de mise en œuvre du marché. Ce rapport annuel devra être déposé au 10<sup>ème</sup> mois de l'exécution du marché la 1<sup>ère</sup> année, et suivre cette modalité les années suivantes en cas de renouvellement du marché.

#### **4.10.3.14 Paiement des prestations**

Le paiement des prestations est conditionné à la délivrance d'un livrable et au respect des délais fixés dans le présent marché. Les livrables acceptés sont :

- rapport de vérification et de maintenance
- rapport de visite
- pièces d'usure

#### **4.10.3.15 Plateforme de dépôt des rapports**

Si le titulaire dispose d'une plateforme de dépôt de documents, le titulaire y dépose les pièces demandées (rapport de vérification et de maintenance, rapport de visite, rapport annuel, autres pièces éventuelles), consultables et téléchargeables par le CROUS à tout moment.

A défaut, le titulaire transmet ces pièces par voie numérique à l'adresse générique qui sera communiqué par le CROUS au correspondant dans l'entreprise à la notification du marché.

#### **4.10.3.16 Pénalités**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

##### **4.10.3.16.1 Pénalités de retard**

Nature du manquement	Montant de la pénalité
Retard dans la transmission du planning dans le mois de la notification de l'accord-cadre, puis tous les ans dans le mois de la reconduction tacite de l'accord-cadre	100 € / jour calendaire de retard
Retard dans la transmission d'une facture dans le délai de 15 jours de l'expiration du trimestre	100 € / jour calendaire de retard
Retard dans la réalisation d'une visite de maintenance préventive	300 € par jour calendaire de retard
Retard d'intervention en maintenance curative	100 € par intervention et par jour calendaire de retard
Retard dans la transmission des documents (rapport annuel, rapport de visite par ex.)	30 € par document concerné et par jour calendaire de retard
Non-respect du délai d'intervention en astreinte	200 € / heure de retard (toute heure entamée sera considérée comme heure entière)

Au-delà de 15 jours de retard, une pénalité pour absence sera appliquée en plus de celle calculée pour le retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché.

#### 4.10.3.16.2 Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Nature du manquement	Montant de la pénalité
Absence de transmission de la facture dans le délai de 15 jours de l'expiration du trimestre	200 € par facture concernée
Absence de mise à jour du registre de sécurité	40 € par défaillance
Mauvais ou non fonctionnement après interventions (à partir du 3ème déplacement sur une période de 30 jours sur le même équipement)	500 € / équipement concerné
Non réalisation d'une visite de maintenance	500 € HT/ équipement concerné
Faute grave (de nature à fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité, pouvant mettre en cause la sécurité des personnes)	½ du prix annuel HT pour l'installation concernée + des poursuites judiciaires et/ou la résiliation aux torts exclusifs de l'entreprise pourront être demandées par le pouvoir adjudicateur.

#### 4.10.3.16.3 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### **4.10.3.17**      *Clauses complémentaires*

##### **4.10.3.17.1**      **Stock**

Le titulaire devra être capable de constituer un stock de maintenance, permettant l'échange standard d'équipements ou de parties d'équipements défectueux. Il ne pourra, en aucun cas, invoquer la contrainte des délais de commande ou de livraison pour justifier le non-fonctionnement d'un équipement.

##### **4.10.3.17.2**      **Mise à disposition**

Le titulaire ne pourra pas prétendre à une aide de part du CROUS pour réaliser ces prestations.

Le titulaire devra mettre tout en œuvre afin de protéger les ouvrages existants.

Le titulaire devra laisser le chantier propre et libre de tous déchets ou produits dangereux après l'exécution de ses prestations et à chaque fin de journée.

Dans le cadre des interventions correctives dans un bâtiment occupé, le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité du public.

## **5 LOT 3 - FOURNITURE, POSE, VERIFICATION ET MAINTENANCE DES DEFIBRILLATEURS (DAE)**

---

### **5.1**      **OBJET**

Le lot 3 concerne la fourniture, la pose, la maintenance préventive et corrective des défibrillateurs dans les établissements appartenant ou gérés par le CROUS.

### **5.2**      **RECENSEMENT DU MATERIEL**

Un recensement des différents appareils devra être réalisé par le titulaire, il sera transmis au CROUS sous format informatique.

L'inventaire non exhaustif par communes et par bâtiments est présenté en annexe 7.

### **5.3**      **PERIODICITE**

Les vérifications réglementaires devront avoir lieu avant la date limite afin de maintenir le niveau de sécurité des établissements.

L'ensemble des prestations sera réalisé après réception d'un bon de commande.

### **5.4**      **MAINTENANCE PREVENTIVE**

Le titulaire assurera ces prestations de vérification et de maintenance préventive afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement conformément à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur.

D'autre part, lors de la maintenance préventive, le titulaire devra si nécessaire procéder au remplacement des batteries permettant un fonctionnement correct du dispositif. La prestation sera régularisée par un bon de commande suivant le BPU.

## **5.5 MAINTENANCE CORRECTIVE URGENTE**

Les interventions de dépannage, rendues nécessaires par des défaillances des défibrillateurs, seront réalisées par un simple appel téléphonique.

Le titulaire devra assurer les dépannages 24h/24 ; le temps d'intervention après appel téléphonique est de 4 H.

Dans l'impossibilité de dépanner l'appareil défectueux immédiatement, il sera procédé au remplacement de celui-ci.

## **5.6 MAINTENANCE CORRECTIVE NON URGENTE**

Ces interventions résultent des constats effectués lors des visites préventives ou sur demande de travaux formulée par le CROUS pour lesquelles le titulaire établira un devis.

## **5.7 FOURNITURE ET POSE**

Le cas échéant, le titulaire devra assurer la fourniture et la pose de défibrillateurs automatisés externes (DAE), conformément aux obligations réglementaires en vigueur. Les équipements devront être conformes aux normes en vigueur.

Les DAE seront installés dans des emplacements visibles, accessibles à toute personne, sans obstacle et à une hauteur réglementaire.

Chaque DAE devra être livré avec :

- un boîtier mural (avec alarme intégrée et/ou système de chauffage si implantation extérieure),
- un kit de premiers secours spécifique DAE (gants, ciseaux, rasoir, masque bouche-à-bouche),
- un panneau de signalisation conforme à la norme ISO 7010.

L'installation comprendra également la fixation sécurisée, la mise sous tension le cas échéant, la vérification du bon fonctionnement initial, et la remise d'une fiche de mise en service.

Le titulaire devra intégrer l'équipement posé dans son plan de maintenance, et transmettre les notices techniques, les fiches de sécurité, ainsi que le carnet de vie de chaque appareil.

## **5.8 RAPPORTS DE VERIFICATION ET DE MAINTENANCE**

Le titulaire aura l'obligation de fournir un rapport de vérification et de maintenance par communes et par bâtiments après chaque passage annuel.

Pour chaque bâtiment, le rapport fera apparaître l'ensemble des actions effectuées avec le détail par appareil.

Les éventuels devis de maintenance corrective seront fournis en même temps que les rapports de vérification.

L'ensemble des rapports sera transmis dans un délai de 4 semaines maximum après l'exécution de la prestation.

## 5.9 REGISTRE DE SECURITE

Le titulaire remplira l'ensemble des registres de sécurité (date de passage, cachet de l'entreprise, nom et signature du technicien) qui sont placés sur les sites.

### 5.10 AUDIT D'ENTREE

Après notification du marché, le titulaire devra réaliser sur chaque site un audit d'entrée visant à fiabiliser la liste des équipements figurant en annexe 7.

Cet audit devra être réalisé avant les opérations de maintenance préventive ou au plus tard de façon simultanée.

Après l'audit, le titulaire transmettra l'annexe 7 mise à jour au service prévention et à chaque site concerné. Le cas échéant, le bordereau de prix annexe 8 sera modifié en conséquence par voie d'avenant et le coût du forfait annuel de maintenance préventive recalculé.

Le CROUS se réserve toutefois le droit de ne pas demander d'audit d'entrée pour certains sites pour des raisons économiques ou opérationnelles. Dans ce cas, le bordereau de prix en annexe 8 sera modifié en supprimant les sites concernés.

### 5.11 MODALITES D'EXECUTION ET DE PASSATION DES COMMANDES

#### 5.11.1 Conditions générales d'exécution et de livraison

De manière générale, les prestations doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux usages professionnels.

Elles doivent également être conformes aux stipulations du marché ainsi qu'aux prescriptions des normes nationales homologuées, des normes internationales transposées, des agréments et des spécifications techniques applicables à la date d'entrée en vigueur du marché.

#### 5.11.2 Information avant visite et conditions d'accès

Un planning des interventions sera programmé pour l'année entre le titulaire et le responsable de site concerné. Le titulaire met le service prévention du CROUS en copie du planning prévisionnel. Le titulaire intervient suivant le programme établi ou sur demande du responsable d'établissement ou de son représentant. Le planning est établi dans le mois suivant la notification du marché.

Dès son arrivée dans l'établissement, le technicien chargé de la visite se présente au responsable de l'établissement ou à l'agent qui le représente. Il signe le registre de présence à son arrivée et à son départ, en précisant l'heure d'arrivée et de départ.

Toute opération de maintenance effectuée sans l'accord du responsable de l'établissement sera refusée et non payée.

Pour permettre l'exécution des prestations, le responsable de l'établissement concerné garantit le libre accès aux agents du titulaire à tous les appareils et matériels du site.

Les agents du titulaire sont les seuls autorisés à intervenir pour la vérification, l'entretien, la réparation et le remplacement des matériels et équipements faisant l'objet du marché. Ils devront être porteurs d'un badge de l'entreprise lors de l'exécution des prestations.

### **5.11.3 Conditions particulières d'exécution des prestations de vérification et de maintenance**

#### ***5.11.3.1 Conditions générales***

Les opérations de vérification, d'entretien et de réparation des matériels concernés doivent respecter les réglementations en vigueur énoncés dans l'article 2 « Dispositions réglementaires ».

#### ***5.11.3.2 Conditions d'exécution des opérations de maintenance corrective***

Le titulaire intervient suivant le programme établi ou sur demande du responsable d'établissement ou de son représentant.

Le remplacement des DAE et des pièces de rechange, hormis celles prévues dans les opérations de vérifications annuelles, est soumis à l'accord du responsable de l'établissement.

Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent (par exemple, le remplacement d'un organe ou matériel défaillant).

Lorsqu'en cours d'exécution du marché, le titulaire constate que des prestations non prévues par le marché sont à effectuer, ou au contraire que certaines se révèlent inutiles, il en informe le responsable de site ainsi que le service prévention du CROUS de Rennes-Bretagne qui rédigera un avenant si nécessaire.

#### ***5.11.3.3 Coordination des interventions***

Lorsque la période de garantie est comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des équipements pour assurer la coordination de leurs interventions suite à un incident au titre de la garantie.

#### ***5.11.3.4 Provenance et qualité des matières consommables et pièces de rechange***

Les pièces de rechange devront garantir le même niveau de performance.

#### ***5.11.3.5 Récupération, évacuation, rebut***

La réparation de pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement est interdite.

L'évacuation des équipements défectueux ou périmés est à la charge du titulaire. Les mises au rebut doivent être effectuées conformément à la réglementation. La fourniture des pièces d'usure pourra être demandées pour vérification de la prestation.

#### ***5.11.3.6 Remise en état après intervention***

Aucun local n'est mis à la disposition du titulaire pour exécuter ses prestations.

Après son intervention, le titulaire remet les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir dans l'état de propreté trouvé à son arrivée.

#### ***5.11.3.7 Conditions de livraison***

La fourniture et l'installation de DAE neufs sont subordonnées à l'envoi au titulaire d'un bon de commande signé par le responsable de l'établissement concerné ou son représentant. Ces prestations doivent avoir lieu dans le délai précisé sur le bon. A défaut de mention sur ce document, le délai d'intervention est de 15 jours à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- le numéro du marché
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser
- les délais d'exécution
- les lieux d'exécution des prestations
- le montant du bon de commande HT et TTC

La livraison des fournitures sera effectuée par le titulaire sur le site indiqué par le bon de commande, dans les conditions de l'article 19.3 du CCAG-FCS. Les frais de transport des fournitures seront à la charge du titulaire (livraison franco de port et d'emballage). Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison qui doit être signé par le responsable de l'établissement concerné ou son représentant.

#### ***5.11.3.8 Conditions relatives au remplacement des pièces***

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation peuvent être remplacés par des composants compatibles, sous réserve que l'interchangeabilité aux plans dimensionnel, fonctionnel, durabilité, ait été vérifiée préalablement par le titulaire.

Le remplacement des charges doit être effectué avec des produits strictement identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des extincteurs.

Les pièces non réutilisables, les charges remplacées et les résidus sont remis au titulaire.

#### ***5.11.3.9 Proposition d'intervention***

Le titulaire donne tout conseil qu'il juge utile pour l'utilisation des appareils et les améliorations à apporter.

Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler les matériels ou équipements qui ne seraient pas en totale conformité à la réglementation en vigueur.

#### ***5.11.3.10 Temps maximum d'indisponibilité***

Les visites ne doivent pas conduire à une indisponibilité totale des équipements pendant une durée supérieure à 24 heures.

Dans le cas contraire, le titulaire demande l'accord du responsable d'établissement ou, à défaut, celui de son représentant.

#### ***5.11.3.11 Carnet d'entretien et registre de sécurité***

Quel que soit le type de prestations, le technicien devra consigner sur un carnet d'entretien le détail des opérations réalisées.

Toutes les visites doivent obligatoirement être consignées sur le registre de sécurité. Pour chaque intervention, les indications suivantes devront être mentionnées sur le registre de sécurité :

- La date
- Les heures de présence sur le site du personnel du titulaire du marché
- L'émargement du personnel du titulaire du marché
- La nature de la prestation accomplie



- Pour les extincteurs : la mention du numéro, de l'emplacement, de l'année de mise en service et du type d'extincteur
- Pour les autres équipements : le type de matériel, son numéro éventuel et son emplacement

#### **5.11.3.12      *Rapport de visite***

Chacune des prestations exécutées au titre du marché (préventives et correctives) doit être enregistrée sur une fiche établie en double exemplaire par le titulaire et mentionner :

- La date de l'intervention et sa durée (heure d'arrivée et heure de départ)
- Le nom des intervenants, leur qualité ainsi que leur paraphe
- La nature des opérations effectuées
- Les anomalies éventuellement constatées
- Les travaux éventuels à envisager
- Toutes observations ou suggestions utiles :
  - usure de certains organes
  - risques de détérioration
  - pièces à remplacer hors celles prévues dans la maintenance systématique ou additionnelle
  - réglages éventuels
  - consignes de manipulations qu'il aura été opportun de rappeler aux utilisateurs

Les deux exemplaires sont signés à la fois par le titulaire ou son représentant et par le responsable de l'établissement ou son délégataire. Chacune des parties reçoit un exemplaire.

#### **5.11.3.13      *Rapport annuel***

Le titulaire fournira un rapport annuel recensant les interventions, les difficultés rencontrées et les pistes d'amélioration. Ce rapport fera l'objet d'une présentation au Crous lors d'une réunion afin d'échanger sur les modalités de mise en œuvre du marché. Ce rapport annuel devra être déposé au 10<sup>ème</sup> mois de l'exécution du marché la 1<sup>ère</sup> année, et suivre cette modalité les années suivantes en cas de renouvellement du marché.

#### **5.11.3.14      *Paielement des prestations***

Le paiement des prestations est conditionné à la délivrance d'un livrable et au respect des délais fixés dans le présent marché. Les livrables acceptés sont :

- rapport de vérification et de maintenance
- rapport de visite
- pièces d'usure

#### **5.11.3.15      *Plateforme de dépôt des rapports***

Si le titulaire dispose d'une plateforme de dépôt de documents, le titulaire y dépose les pièces demandées (rapport de vérification et de maintenance, rapport de visite, rapport annuel, autres pièces éventuelles), consultables et téléchargeables par le CROUS à tout moment.

A défaut, le titulaire transmet ces pièces par voie numérique à l'adresse générique qui sera communiqué par le CROUS au correspondant dans l'entreprise à la notification du marché.

### 5.11.3.16 11.4 Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

#### 5.11.3.16.1 Pénalités de retard

Nature du manquement	Montant de la pénalité
Retard dans la transmission du planning dans le mois de la notification de l'accord-cadre, puis tous les ans dans le mois de la reconduction tacite de l'accord-cadre	100 € / jour calendaire de retard
Retard dans la transmission d'une facture dans le délai de 15 jours de l'expiration du trimestre	100 € / jour calendaire de retard
Retard dans la réalisation d'une visite de maintenance préventive	300 € par jour calendaire de retard
Retard d'intervention en maintenance curative	100 € par intervention et par jour calendaire de retard
Retard dans la transmission des documents	30 € par document concerné et par jour calendaire de retard
Non-respect du délai d'intervention en astreinte	200 € / heure de retard (toute heure entamée sera considérée comme heure entière)

Au-delà de 15 jours de retard, une pénalité pour absence sera appliquée en plus de celle calculée pour le retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché.

#### 5.11.3.16.2 Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Nature du manquement	Montant de la pénalité
Absence de transmission de la facture dans le délai de 15 jours de l'expiration du trimestre	200 € par facture concernée
Absence de mise à jour du registre de sécurité	40 € par défaillance

Mauvais ou non fonctionnement après interventions (à partir du 3ème déplacement sur une période de 30 jours sur le même équipement)	500 € / équipement concerné
Non réalisation d'une visite de maintenance	500 € HT/ équipement concerné
Faute grave (de nature à fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité, pouvant mettre en cause la sécurité des personnes)	½ du prix annuel HT pour l'installation concernée + des poursuites judiciaires et/ou la résiliation aux torts exclusifs de l'entreprise pourront être demandées par le pouvoir adjudicateur.

#### 5.11.3.16.3 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 5.11.3.17 *Clauses complémentaires*

#### 5.11.3.17.1 Stock

Le titulaire devra être capable de constituer un stock de maintenance, permettant l'échange standard d'équipements ou de parties d'équipements défectueux. Il ne pourra, en aucun cas, invoquer la contrainte des délais de commande ou de livraison pour justifier le non-fonctionnement d'un équipement.

#### 5.11.3.17.2 Mise à disposition

Le titulaire ne pourra pas prétendre à une aide de part du CROUS pour réaliser ces prestations.

Le titulaire devra mettre tout en œuvre afin de protéger les ouvrages existants.

Le titulaire devra laisser le chantier propre et libre de tous déchets ou produits dangereux après l'exécution de ses prestations et à chaque fin de journée.

Dans le cadre des interventions correctives dans un bâtiment occupé, le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité du public.

## 6 LOT 4 VERIFICATION ET MAINTENANCE DES SYSTEMES D'EXTINCTION AUTOMATIQUE DES FEUX DE FRITEUSE

---

### 6.1 OBJET

Ce lot concerne les prestations de maintenance préventive et corrective, ainsi que de la remise en conformité éventuelle des systèmes d'extinction automatique de feux de friteuse installés dans les cuisines professionnelles de plusieurs restaurants universitaires du Crous de Bretagne. Ces restaurants universitaires sont présents dans les 4 départements de la région bretonne.

#### RÉGLEMENTATION ET DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Les entreprises intervenant dans le cadre de ce marché doivent impérativement respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires en vigueur, notamment les textes cités au paragraphe 2.2 de ce CCTP.

### 6.2 PRESTATIONS

Le titulaire aura pour mission de :

- Procéder à la maintenance préventive
- Réaliser les interventions correctives en cas de dysfonctionnement ou de non-conformité.
- Remettre un rapport d'intervention détaillé après chaque visite, comportant :
  - Les éléments contrôlés.
  - Les mesures correctives apportées ou à prévoir.
  - La date et le nom du technicien agréé.
  - La mention de conformité ou non du système.
- Notifier dans le registre de sécurité toute intervention réalisée

### 6.3 PERIODICITE ET DELAIS D'EXECUTION

#### Pour les prestations périodiques

Le délai maximum d'exécution des prestations est fixé à un (1) mois à compter de la date de notification du bon de commande.

Elles se feront par site et **deux fois par an**, selon une programmation fixée d'un commun accord avec le Responsable de la restauration ou son représentant.

Les interventions s'effectueront du lundi au vendredi aux horaires suivants : **entre 13 h 30 et 16 h 30**.

#### Interventions ponctuelles

Le délai des interventions ponctuelles de réarmement du système à la suite d'une avarie causée par une mauvaise utilisation ou consécutive à un événement extérieur (déclenchement provoqué accidentellement ou lors d'un sinistre) (avec remise d'un certificat) est fixé à **vingt-quatre (24) heures** après appel confirmé par courriel et notification du bon de commande.

## **6.4 MODALITES D'EXECUTION ET DE PASSATION DES COMMANDES**

### **6.4.1 Conditions générales d'exécution**

De manière générale, les prestations doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux usages professionnels.

Elles doivent également être conformes aux stipulations du marché ainsi qu'aux prescriptions des normes nationales homologuées, des normes internationales transposées, des agréments et des spécifications techniques applicables à la date d'entrée en vigueur du marché.

### **6.4.2 Information avant visite et conditions d'accès**

Un planning des interventions sera programmé pour l'année entre le titulaire et le responsable de site concerné. Le titulaire met le service prévention du CROUS en copie du planning prévisionnel. Le titulaire intervient suivant le programme établi ou sur demande du responsable d'établissement ou de son représentant. Le planning est établi dans le mois suivant la notification du marché.

Dès son arrivée dans l'établissement, le technicien chargé de la visite se présente au responsable de l'établissement ou à l'agent qui le représente. Il signe le registre de présence à son arrivée et à son départ, en précisant l'heure d'arrivée et de départ.

Toute opération de maintenance effectuée sans l'accord du responsable de l'établissement sera refusée et non payée.

Pour permettre l'exécution des prestations, le responsable de l'établissement concerné garantit le libre accès aux agents du titulaire à tous les appareils et matériels du site.

Les agents du titulaire sont les seuls autorisés à intervenir pour la vérification, l'entretien, la réparation et le remplacement des matériels et équipements faisant l'objet du marché. Ils devront être porteurs d'un badge de l'entreprise lors de l'exécution des prestations.

### **6.4.3 Conditions particulières d'exécution des prestations de vérification et de maintenance**

#### **6.4.3.1 Conditions générales**

Les opérations de vérification, d'entretien et de réparation des matériels concernés doivent respecter les réglementations en vigueur énoncées dans l'article 2 « Dispositions réglementaires ».

#### **6.4.3.2 Conditions d'exécution des opérations de maintenance corrective**

Le titulaire intervient suivant le programme établi ou sur demande du responsable d'établissement ou de son représentant.

Le remplacement d'un système d'extinction automatique des feux de friteuse et/ou des pièces de rechange est soumis à l'accord du responsable de l'établissement.

Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent (par exemple, le remplacement d'un organe ou matériel défaillant).

Lorsqu'en cours d'exécution du marché, le titulaire constate que des prestations non prévues par le marché sont à effectuer, ou au contraire que certaines se révèlent inutiles, il en informe le responsable de site ainsi que le service prévention du CROUS de Rennes-Bretagne qui rédigera un avenant si nécessaire.

#### **6.4.3.3 Coordination des interventions**

Lorsque la période de garantie est comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des équipements pour assurer la coordination de leurs interventions suite à un incident au titre de la garantie.

#### **6.4.3.4 Provenance et qualité des matières consommables et pièces de rechange**

Les pièces de rechange devront garantir le même niveau de performance.

#### **6.4.3.5 Récupération, évacuation, rebut**

La réparation de pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement est interdite.

L'évacuation des équipements défectueux ou périmés est à la charge du titulaire. Les mises au rebut doivent être effectuées conformément à la réglementation. La fourniture des pièces d'usure pourra être demandées pour vérification de la prestation.

#### **6.4.3.6 Remise en état après intervention**

Aucun local n'est mis à la disposition du titulaire pour exécuter ses prestations.

Après son intervention, le titulaire remet les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir dans l'état de propreté trouvé à son arrivée.

#### **6.4.3.7 Conditions relatives au remplacement des pièces**

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation peuvent être remplacés par des composants compatibles, sous réserve que l'interchangeabilité aux plans dimensionnel, fonctionnel, durabilité, ait été vérifiée préalablement par le titulaire.

Le remplacement des charges doit être effectué avec des produits strictement identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des extincteurs.

Les pièces non réutilisables, les charges remplacées et les résidus sont remis au titulaire.

#### **6.4.3.8 Proposition d'intervention**

Le titulaire donne tout conseil qu'il juge utile pour l'utilisation des appareils et les améliorations à apporter.

Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler les matériels ou équipements qui ne seraient pas en totale conformité à la réglementation en vigueur.

#### **6.4.3.9 Temps maximum d'indisponibilité**

Les visites ne doivent pas conduire à une indisponibilité totale des équipements pendant une durée supérieure à 24 heures.

Dans le cas contraire, le titulaire demande l'accord du responsable d'établissement ou, à défaut, celui de son représentant.

#### **6.4.3.10 Carnet d'entretien et registre de sécurité**

Quel que soit le type de prestations, le technicien devra consigner sur un carnet d'entretien le détail des opérations réalisées.

Toutes les visites doivent obligatoirement être consignées sur le registre de sécurité. Pour chaque intervention, les indications suivantes devront être mentionnées sur le registre de sécurité :

- La date
- Les heures de présence sur le site du personnel du titulaire du marché
- L'émargement du personnel du titulaire du marché
- La nature de la prestation accomplie
- Pour les extincteurs : la mention du numéro, de l'emplacement, de l'année de mise en service et du type d'extincteur
- Pour les autres équipements : le type de matériel, son numéro éventuel et son emplacement

#### **6.4.3.11 Rapport de visite**

Chacune des prestations exécutées au titre du marché (préventives et correctives) doit être enregistrée sur une fiche établie en double exemplaire par le titulaire et mentionner :

- La date de l'intervention et sa durée (heure d'arrivée et heure de départ)
- Le nom des intervenants, leur qualité ainsi que leur paraphe
- La nature des opérations effectuées
- Les anomalies éventuellement constatées
- Les travaux éventuels à envisager
- Toutes observations ou suggestions utiles :
  - usure de certains organes
  - risques de détérioration
  - pièces à remplacer hors celles prévues dans la maintenance systématique ou additionnelle
  - réglages éventuels
  - consignes de manipulations qu'il aura été opportun de rappeler aux utilisateurs

Les deux exemplaires sont signés à la fois par le titulaire ou son représentant et par le responsable de l'établissement ou son délégataire. Chacune des parties reçoit un exemplaire.

#### **6.4.3.12 Rapport annuel**

Le titulaire fournira un rapport annuel recensant les interventions, les difficultés rencontrées et les pistes d'amélioration. Ce rapport fera l'objet d'une présentation au Crous lors d'une réunion afin d'échanger sur les modalités de mise en œuvre du marché. Ce rapport annuel devra être déposé au 10<sup>ème</sup> mois de l'exécution du marché la 1<sup>ère</sup> année, et suivre cette modalité les années suivantes en cas de renouvellement du marché.

#### **6.4.3.13 Paiement des prestations**

Le paiement des prestations est conditionné à la délivrance d'un livrable et au respect des délais fixés dans le présent marché. Les livrables acceptés sont :

- rapport de vérification et de maintenance
- rapport de visite
- certificat de maintenance
- pièces d'usure

#### **6.4.3.14 Plateforme de dépôt des rapports**

Si le titulaire dispose d'une plateforme de dépôt de documents, le titulaire y dépose les pièces demandées (rapport de vérification et de maintenance, rapport de visite, rapport annuel, autres pièces éventuelles), consultables et téléchargeables par le CROUS à tout moment.

A défaut, le titulaire transmet ces pièces par voie numérique à l'adresse générique qui sera communiqué par le CROUS au correspondant dans l'entreprise à la notification du marché.

#### **6.4.3.15 11.4 Pénalités**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

##### **6.4.3.15.1 Pénalités de retard**

Nature du manquement	Montant de la pénalité
Retard dans la transmission du planning dans le mois de la notification de l'accord-cadre, puis tous les ans dans le mois de la reconduction tacite de l'accord-cadre	100 € / jour calendaire de retard
Retard dans la transmission d'une facture dans le délai de 15 jours de l'expiration du trimestre	100 € / jour calendaire de retard
Retard dans la réalisation d'une visite de maintenance préventive	300 € par jour calendaire de retard
Retard d'intervention en maintenance curative	100 € par intervention et par jour calendaire de retard
Retard dans la transmission des documents	30 € par document concerné et par jour calendaire de retard
Non-respect du délai d'intervention en astreinte	200 € / heure de retard (toute heure entamée sera considérée comme heure entière)

Au-delà de 15 jours de retard, une pénalité pour absence sera appliquée en plus de celle calculée pour le retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché.

##### **6.4.3.15.2 Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles**

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.



Nature du manquement	Montant de la pénalité
Absence de transmission de la facture dans le délai de 15 jours de l'expiration du trimestre	200 € par facture concernée
Absence de mise à jour du registre de sécurité	40 € par défaillance
Mauvais ou non fonctionnement après interventions (à partir du 3ème déplacement sur une période de 30 jours sur le même équipement)	500 € / équipement concerné
Non réalisation d'une visite de maintenance	500 € HT/ équipement concerné
Faute grave (de nature à fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité, pouvant mettre en cause la sécurité des personnes)	½ du prix annuel HT pour l'installation concernée + des poursuites judiciaires et/ou la résiliation aux torts exclusifs de l'entreprise pourront être demandées par le pouvoir adjudicateur.

#### 6.4.3.15.3 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### 6.4.3.16 *Clauses complémentaires*

Le titulaire ne pourra pas prétendre à une aide de part du CROUS pour réaliser ces prestations.

Le titulaire devra mettre tout en œuvre afin de protéger les ouvrages existants.

Le titulaire devra laisser le chantier propre et libre de tous déchets ou produits dangereux après l'exécution de ses prestations et à chaque fin de journée.

Dans le cadre des interventions correctives dans un bâtiment occupé, le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité du public.